



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/RES/48/254
15 juin 1994

Quarante-huitième session
Point 130, b, de l'ordre du jour

RESOLUTION ADOPTEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

[sur le rapport de la Cinquième Commission (A/48/813/Add.2)]

48/254. Financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban 1/, et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 2/,

Ayant à l'esprit la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité, en date du 19 mars 1978, par laquelle le Conseil a créé la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, et les résolutions postérieures par lesquelles le Conseil a prorogé le mandat de la Force, dont la plus récente est la résolution 895 (1994) du 28 janvier 1994,

Rappelant sa résolution S-8/2 du 21 avril 1978 relative au financement de la Force, et ses résolutions postérieures sur la question – dont la plus récente est la résolution 47/205 du 22 décembre 1992 – et ses décisions 48/464 A du 23 décembre 1993 et 48/464 B du 5 avril 1994,

Affirmant que les dépenses relatives à la Force sont des dépenses de l'Organisation qui doivent être supportées par les Etats Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant ses décisions antérieures concernant la nécessité d'appliquer, pour couvrir les dépenses occasionnées par la Force, une méthode différente de celle qui est utilisée pour financer les dépenses inscrites au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

Tenant compte du fait que les pays économiquement développés sont en mesure de verser des contributions relativement plus importantes et que les pays économiquement peu développés ont une capacité relativement limitée de participation au financement d'une opération de cette nature,

1/ A/48/841.

2/ Voir A/48/905.

Ayant à l'esprit les responsabilités spéciales qui incombent aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité pour ce qui est du financement des opérations de cette nature, comme elle l'a indiqué dans sa résolution 1874 (S-IV) du 27 juin 1963,

Consciente qu'il est indispensable de doter la Force des ressources financières nécessaires pour lui permettre de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 34/9 E du 17 décembre 1979 et les résolutions postérieures, dont la plus récente est la résolution 47/205, dans lesquelles elle a décidé de suspendre l'application des dispositions des alinéas b et d de l'article 5.2 et de celles des articles 4.3 et 4.4 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies,

Notant avec satisfaction que certains gouvernements ont fourni des contributions volontaires pour la Force,

Préoccupée par le fait qu'il demeure difficile pour le Secrétaire général de faire face régulièrement aux obligations financières de la Force, notamment de rembourser les Etats qui fournissent ou qui ont fourni des contingents,

Préoccupée également par le fait que le solde excédentaire du Compte spécial de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, qui a été utilisé intégralement pour couvrir les dépenses de la Force afin de compenser le manque de recettes résultant du non-versement ou du versement tardif par les Etats Membres de leurs contributions, est donc épuisé,

1. Se déclare préoccupée par la détérioration de la situation financière des opérations de maintien de la paix résultant du retard dans le versement des contributions par les Etats Membres, notamment par ceux redevables d'arriérés;

2. Se déclare profondément préoccupée par les incidences préjudiciables qu'a la détérioration de la situation financière sur l'état des remboursements aux pays qui fournissent des contingents, ce qui alourdit la charge qu'ils supportent, compromettant ainsi la relève des contingents destinés à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, et par le fait que ces incidences affectent notamment l'accomplissement de son mandat;

3. Réaffirme sa résolution 48/227 du 23 décembre 1993, et souligne qu'il faut que le Secrétariat soumette les documents budgétaires suffisamment tôt pour qu'elle puisse les examiner de manière appropriée et approfondie et approuver les budgets avant qu'ils ne soient mis à exécution;

4. Note avec satisfaction une amélioration dans l'application par le Secrétariat de certaines résolutions de l'Assemblée générale concernant la présentation des documents budgétaires relatifs aux opérations de maintien de la paix;

5. Réaffirme l'importance du rôle joué par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en tant qu'organe consultatif de l'Assemblée générale dans le processus d'établissement des budgets;

6. Souscrit aux observations et recommandations formulées par le Comité consultatif dans son rapport², sous réserve des dispositions de la présente résolution;

7. Prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que la Force soit administrée avec le maximum d'efficacité et d'économie et, notamment, d'appliquer intégralement les mesures d'économie, financières et d'efficacité qui devraient être approuvées au cours de la reprise de la

quarante-huitième session de l'Assemblée générale et de rendre compte de l'application de ces mesures lorsqu'il présentera le rapport sur l'exécution du budget relatif à la période considérée;

8. Prie instamment tous les Etats Membres de faire tout leur possible pour verser promptement et intégralement leurs contributions dues au titre de la Force;

9. Affirme que, entre autres facteurs, le fait que les Etats Membres ne versent pas leurs contributions promptement et intégralement et que, malheureusement, l'Assemblée générale a été amenée à examiner et à approuver les budgets des opérations de maintien de la paix sans disposer d'une documentation adéquate, a compromis et continue de compromettre la capacité des opérations de maintien de la paix de s'acquitter efficacement de leur mandat;

10. Décide d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, un crédit d'un montant brut de 146 280 000 dollars des Etats-Unis (soit un montant net de 143 178 000 dollars) correspondant aux dépenses que l'Assemblée générale a autorisées et réparties aux termes des paragraphes 2 et 3 de sa résolution 47/205 aux fins des opérations de la Force, pour la période allant du 1er février 1993 au 31 janvier 1994 inclus;

11. Décide également d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial visé au paragraphe 10 ci-dessus, un crédit d'un montant total brut de 71 142 000 dollars (soit un montant net de 68 847 000 dollars) pour la période allant du 1er février au 31 juillet 1994, y compris les crédits d'un montant brut de 24 millions de dollars (soit un montant net de 23,5 millions de dollars), pour la période allant du 1er février au 31 mars 1994 et d'un montant brut de 23 714 000 dollars (soit un montant net de 22 949 000 dollars) pour la période allant du 1er avril au 31 mai 1994, qu'elle a approuvés dans ses décisions 48/464 A et 48/464 B, respectivement;

12. Décide en outre, à titre d'arrangement spécial, de répartir le montant supplémentaire brut de 48 265 400 dollars (soit un montant net de 46 447 000 dollars) pour la période allant du 1er février au 31 juillet 1994, compte tenu du montant brut de 22 876 600 dollars (soit un montant net de 22,4 millions de dollars) déjà réparti conformément à sa décision 48/464 A, entre les Etats Membres, conformément à la composition des groupes indiquée aux paragraphes 3 et 4 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989, telle qu'elle a été modifiée par ses résolutions 44/192 B du 21 décembre 1989, 45/269 du 27 août 1991, 46/198 A du 20 décembre 1991 et 47/218 A du 23 décembre 1992 et sa décision 48/472 A du 23 décembre 1993, et compte tenu du barème des quotes-parts pour les années 1992, 1993 et 1994, tel qu'il a été établi par ses résolutions 46/221 A du 20 décembre 1991 et 48/223 A du 23 décembre 1993, et sa décision 47/456 du 23 décembre 1992;

13. Décide qu'il sera déduit des charges réparties entre les Etats Membres, en application du paragraphe 12 ci-dessus, leurs parts respectives des recettes, d'un montant estimatif de 10 000 dollars, autres que les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période allant du 1er février au 31 juillet 1994 inclus;

14. Décide également que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges réparties entre les Etats Membres, en application du paragraphe 12 ci-dessus, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts au titre des recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour la période allant du 1er février au 31 juillet 1994 inclus, soit 1 808 400 dollars;

15. Autorise le Secrétaire général à engager mensuellement des dépenses pour la Force jusqu'à concurrence d'un montant brut de 11 857 000 dollars

(soit un montant net de 11 474 500 dollars) pour une période de six mois au maximum débutant le 1er août 1994, au cas où le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Force au-delà de la période de six mois autorisée par sa résolution 895 (1994), ledit montant devant être réparti entre les Etats Membres conformément au schéma indiqué dans la présente résolution;

16. Décide qu'il sera déduit des charges réparties entre les Etats Membres, en application du paragraphe 15 ci-dessus, leurs parts respectives du solde inutilisé d'un montant brut de 931 000 dollars (soit un montant net de 1 194 000 dollars) pour la période allant du 1er février 1993 au 31 janvier 1994;

17. Prie le Secrétaire général d'inclure dans son prochain rapport à l'Assemblée générale sur le financement de la Force des observations sur la possibilité de réduire progressivement le solde excédentaire, compte tenu de la situation financière de la Force, de l'état des remboursements aux pays qui fournissent des contingents et des vues exprimées par les Etats Membres;

18. Décide, jusqu'à réception du rapport, de différer toute décision concernant la recommandation figurant au paragraphe 27 du rapport du Comité consultatif;

19. Prie le Secrétaire général, en vue d'améliorer la rentabilité de l'opération, de remplacer dans la mesure du possible les agents des services généraux et ceux du Service mobile recrutés sur le plan international par des agents recrutés sur le plan local.

20. Demande que des contributions volontaires soient apportées à la Force, tant en espèces que sous forme de services et de fournitures pouvant être acceptés par le Secrétaire général, qui seraient gérées, compte tenu des circonstances, conformément à la procédure définie dans ses résolutions 43/230 du 21 décembre 1988, 44/192 A du 21 décembre 1989 et 45/258 du 3 mai 1991;

21. Prie le Secrétaire général de prendre toutes les mesures voulues pour que toutes les activités de l'Organisation des Nations Unies relatives à la Force soient administrées avec le maximum d'efficacité et d'économie et conformément au mandat pertinent, et d'inclure des informations sur les dispositions prises à cet égard dans son rapport sur le financement de la Force;

22. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-neuvième session, au titre de la question intitulée "Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient", la question subsidiaire intitulée "Force intérimaire des Nations Unies au Liban".

94e séance plénière
26 mai 1994